



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 346 - 24 novembre 2022

La Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'Etat : activités 2022 et perspectives 2023

Emilie Piette, déléguée interministérielle à l'encadrement supérieur de l'Etat, dresse un bilan des actions menées par la DIESE en 2022 et les perspectives de la délégation pour les mois à venir.

[Lire la suite](#)



Institutions

Communication sur les orientations de la Commission européenne pour une réforme de la gouvernance économique européenne

La Commission européenne a adopté une communication proposant de réformer le cadre de la gouvernance économique européenne afin d'aider les Etats membres à résorber leur endettement public et de faciliter les investissements en faveur des priorités communes de l'Union européenne en particulier en matière de transition écologique.

[Lire la suite](#)

Le code minier (partie législative) finalisé par une ordonnance du 10 novembre 2022

Par une nouvelle ordonnance de novembre 2022, le Gouvernement finalise la réforme du code minier en apportant de nouvelles précisions notamment concernant les conditions d'attributions des titres miniers, de gîtes géothermiques et de stockages souterrains et en renforçant les prérogatives des polices des mines.

[Lire la suite](#)



Juridictions

Le refus de communiquer le code de déverrouillage d'un téléphone portable peut constituer un délit

Selon la Cour de cassation, le code de déverrouillage d'un téléphone mobile peut constituer une convention secrète de déchiffrement dont le refus de transmission aux autorités judiciaires constitue un délit au sens de l'article 434-15-2 du code pénal.

[Lire la suite](#)



Commande publique

L'acheteur doit « assurer l'information appropriée des candidats » sur les modalités de sélection des candidatures

Si l'acheteur limite le nombre de candidats admis à présenter une offre, il doit leur garantir une information appropriée sur les critères de sélection des candidatures et, le cas échéant, les niveaux minimaux de capacité, dès l'engagement de la procédure d'attribution du marché, sans toutefois être tenu de préciser les conditions de leur mise en œuvre, sauf dans le cas où ces conditions auraient été de nature à susciter d'autres candidatures ou à retenir d'autres candidats.

[Lire la suite](#)

L'acheteur ne peut rejeter, pour ce motif, la candidature d'une entreprise dont la condamnation n'est pas exécutoire

Il résulte de la combinaison des articles L. 2141-4 du code de la commande publique et 506 du code de procédure pénale, qu'une personne dont le jugement l'ayant condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics n'est pas exécutoire en raison de l'appel formé à son encontre, ne peut être exclue, pour ce motif, de la procédure de passation d'un marché.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

La CJUE juge qu'une décision fiscale du Luxembourg favorable à Fiat Chrysler Finance Europe n'est pas une aide d'Etat

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt le 8 novembre 2022 qui annule la décision rendue par le Tribunal le 24 septembre 2019 dans l'affaire Luxembourg et Fiat Chrysler Finance Europe/Commission (affaires jointes T-755/15 et T-759/15) ainsi que la décision de la

Commission du 21 octobre 2015 concernant l'aide d'État mise à exécution par le Luxembourg en faveur de cette entreprise.

[Lire la suite](#)



Marchés

Le chiffre du commerce extérieur de la France de septembre 2022

La Douane a publié sur son site internet début novembre 2022 le chiffre du commerce extérieur pour septembre 2022(1). En moyenne, en septembre 2022, la balance commerciale des biens continue de se détériorer, notamment en raison des importations d'énergie. La Douane a également publié une analyse trimestrielle du chiffre du commerce extérieur (troisième trimestre 2022).

[Lire la suite](#)



Entreprises

Responsabilité sociétale des entreprises – Rapport d'information – Sénat

Le rapport d'information du Sénat formule des recommandations afin de mettre la RSE à la portée de toutes les entreprises, l'intégration des objectifs de performance économique et ceux de performance sociale, sociétale et écologique constituant un facteur de différenciation et de compétitivité.

[Lire la suite](#)



Questions sociales



Rapport d'information du Sénat relatif à la stratégie pharmaceutique pour l'Europe

Le rapport d'information du Sénat du 20 octobre 2022 examine les difficultés d'accès aux médicaments, hors périodes de crise sanitaire, qui résultent de problèmes de disponibilité ou d'un prix trop élevé. Les rapporteurs de la commission des affaires européennes y formulent des observations et propositions en réponse à la stratégie pharmaceutique présentée par la Commission.

[Lire la suite](#)



Numérique



Règlement européen sur les marchés numériques

Afin de lutter contre la domination et les pratiques anticoncurrentielles des géants d'Internet, après de nombreuses discussions depuis fin 2020, le règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique, finalisé en partie durant la présidence française du Conseil de l'Union européenne, a été publié récemment au Journal officiel de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)

La responsabilité des plateformes numériques pour un internet plus sûr – Règlement UE du 19 octobre 2022

Un comportement responsable et diligent des fournisseurs de services intermédiaires (plateformes numériques, services de *cloud*, fournisseurs d'accès internet ou encore grandes plateformes en ligne et grands moteurs de recherche) est indispensable pour assurer un environnement en ligne sûr, prévisible et fiable pour les citoyens de l'Union.

[Lire la suite](#)



Droits des travailleurs sur plateformes numériques

Le rapport d'information du Sénat se penche sur une proposition de directive qui vise à définir le statut professionnel des travailleurs de plateformes, entre indépendants choisis et salariés déguisés, et à encadrer juridiquement le modèle économique innovant des plateformes tout en garantissant les droits des travailleurs.

[Lire la suite](#)

Remboursement forfaitaire des frais de déplacement

Par une décision du 10 novembre 2022, le Conseil d'Etat a annulé partiellement un arrêté du 26 juillet 2021 du ministre de l'agriculture qui prévoyait un remboursement de certains frais de déplacement sur la base des frais réellement exposés par les agents concernés. Les frais de

mission occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ne peuvent donner lieu qu'à un remboursement.

[Lire la suite](#)

SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley Du Parc, Audrey Ferdinand, Marie-France Koeffler/ Bandeau : Aphanis / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Droits réservés.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)